

## Les Églises dans la tourmente politique

**R**EVÊTU du pourpre attribué à sa fonction épiscopale, le petit homme ne cache pas son contentement. « *L'heure a sonné, déclare Desmond Tutu, pour que je puisse dorénavant laisser la politique à ceux qui en font métier.* » Le Président Frederik De Klerk vient d'ouvrir la session parlementaire. Ce 2 février 1990 au Cap, son discours, pourtant attendu, a créé la surprise (1). Élu moins d'un an auparavant, le nouveau chef de l'État sud-africain vient d'engager son pays dans la voie de la libéralisation, si ce n'est encore dans celle de la démocratie.

Toutes choses qui conduisent l'évêque anglican à nourrir de nouveaux desseins. Depuis des années, il a dû, d'un mot ou d'un prêche, apaiser ou haranguer, consoler ou soutenir. Secrétaire général du Conseil sud-africain des Églises (SACC), premier évêque anglican noir en 1985, puis chef de l'Église anglicane d'Afrique australe en 1986, Desmond Tutu a, plus qu'à son tour, conduit les funérailles des victimes tombées sous les balles de la police, d'Uitenhage à Soweto, convoqué la presse étrangère pour témoigner de la résistance des habitants menacés d'expulsion à Mogopa ou bien encore défilé dans l'une des multiples manifestations que connut l'Afrique du Sud pendant plus de quarante ans d'apartheid. En première ligne du « combat » politique, flambeau de l'opposition et pourfendeur des Nationalistes — les fondateurs du système — le prix Nobel de la paix 1984 sait user aussi des tribunes internationales pour, à partir de 1986, appeler aux sanctions économiques et culturelles contre le régime sud-africain.

L'histoire ne dit pas si l'archevêque envisage alors de se consacrer un peu plus à l'un de ses passe-temps favoris : la botanique. Elle indique, en tous cas, que le discours-choc du Président

De Klerk marque à ses yeux un tournant et qu'il juge le moment venu de ne plus agir en politicien mais bien en « homme de Dieu ». « *J'ai pris le relais quand il l'a fallu, quand nos chefs étaient exilés, en prison ou interdits de parole. Ils vont retrouver leur place sur la scène politique et moi la mienne dans l'Église* » signifie-t-il. Mais Desmond Tutu se doutait-il alors qu'il aurait quelque difficulté à faire suivre d'effets, par lui-même ou par d'autres, cette déclaration ?

## A Dieu et à dia

« *Une Bible, c'est une Bible qu'ils m'ont apportée !* » : emprisonné pendant près d'une année, en 1986, Thabo est ce que l'on appelle un « *comrade* », l'un des plus actifs de sa township, Botshabelo, située dans la province de l'État libre d'Orange. De son séjour dans la prison de Bloemfontein, Thabo parle avec réticence. Il n'a pas été torturé, dit-il mais « *ils voulaient m'intimider et je crois qu'ils enrageaient parce que je me contrôlais* ». A voir la réserve et la tranquillité peu communes de ce jeune homme, on peut comprendre qu'il ait étonné certains de ses gardiens et imaginer le sens de leur geste. Depuis des semaines, Thabo réclamait des journaux et des livres sans que cela ne lui soit accordé. Un jour enfin, un surveillant lui tend une Bible. Ce sera le seul ouvrage qu'il lui sera permis de lire. Ce don n'avait aux yeux des autorités pénitentiaires sud-africaines aucune ambiguïté : Thabo y trouverait matière à réfléchir, à juger du bien fondé théologique de l'apartheid, voire à se repentir, pensaient-ils. Or c'est précisément dans la Bible que ce jeune chrétien noir puisait depuis plusieurs années l'enseignement de sa révolte.

« *Dans l'obéissance à Dieu tout puissant, et à Sa Sainte Parole, le peuple afrikaner reconnaît sa vocation nationale, manifestée dans l'histoire des Voortrekkers qui est de développer l'Afrique du Sud dans un sens chrétien* » ; dès avant sa venue au pouvoir, en 1948, le Parti national en appelait à Dieu pour légitimer le système de « développement séparé » (apartheid) qu'il allait mettre en place. En apparence, l'idée qui anime alors les fondateurs de l'apartheid s'inscrivait dans la droite ligne de la « mission tutélaire » que se serait vue confier la race blanche élue par Dieu (2). Car l'enjeu est en vérité tout autre. L'apartheid est une stratégie politico-religieuse avec pour objectif l'hégémonie de la race blanche et l'exclusion politi-

(1) Frederik De Klerk annonce, entre autres, la légalisation immédiate du Congrès national africain, du Parti communiste et du Congrès pan-africain ainsi que la libération prochaine et inconditionnelle de Nelson Mandela et la levée de l'état d'urgence.

(2) On se reportera pour plus de détails aux chapitres XVII et XVIII, in *La France et l'Afrique du Sud*, Credu-Karthala, septembre 1990.

que de la race noire. N'est-ce pas au nom du christianisme qu'il prive la majorité noire, à 80 % chrétienne, de tous droits politiques ? Une stratégie dont conception et mise en place reposent essentiellement sur la cohésion du triptyque afrikaner et calviniste : Broederbond, Parti national et Église réformée Hollandaise NGK (3).

« Dieu est du côté des opprimés, Dieu est avec les sans-voix. Si vous vous trouvez de l'autre côté, sachez que vous êtes contre Dieu » argue Desmond Tutu (4). L'opposition à un système politico-religieux ne peut dès lors s'exprimer qu'en termes politico-religieux et cela à deux niveaux : l'un institutionnel, le second communautaire.

En 1982, d'abord, l'Alliance réformée mondiale condamne l'apartheid, jugée « hérésie » et suspend l'Église réformée hollandaise de ses instances. Côté catholique, c'est en 1986 la rédaction du Document Kairos qui démonte les fondements de la théologie d'État sud-africaine et s'interroge sur les insuffisances de la théologie de l'Église faite de compromis face à un pouvoir illégitime. « Il ne faut pas nous faire d'illusions, explique l'un des rédacteurs de Kairos, notre texte n'a pas eu grand écho à la base. Il reste un texte ecclésiastique, une réflexion plus lue à l'étranger qu'en Afrique du Sud. »

Il n'empêche qu'à côté de ces prises de positions, peu accessibles dans leur forme, à l'« homme de la rue », les Églises chrétiennes sont aux avant-postes de la contestation.

Une dizaine de blindés sont postés autour de *Regina mundi*, la plus grande église catholique de Soweto. On fête ce 16 juin 1988, le douzième anniversaire des événements qui avaient eu lieu dans l'immense township (5). L'édifice peut accueillir jusqu'à 3 000 personnes et il affiche déjà salle comble. L'hymne commun à l'ANC (Congrès national africain) et à bien d'autres mouvements nationalistes noirs sur le continent africain est entonné : *Nkosi Sikelel'i Afrika* (Dieu bénisse l'Afrique). Croyants et non-croyants se pressent : religieuses et jeunes *comrades*, paroissiens et enfants. Sous l'œil d'une immense nativité, trois hommes, trois religieux prennent la parole : Desmond Tutu, la star internationale, Alan Boesak, le politique et Frank Chikane, le plus populaire des trois, le plus proche aussi des habitants de Soweto. Les banderolles déclinent en grosses lettres les slogans des tee-shirts.

Plus que jamais, les bâtiments paroissiaux sont devenus sanctuaires car l'état d'urgence décrété deux ans auparavant interdit tout rassemblement et toute manifestation. Dernier bastion organisé de l'opposition à l'apartheid, l'UDF (Front démocratique uni) a éga-

(3) Nederduitse Gereformeerde Kerk (NHK).

(4) Cité par Pierre Haski, in *L'Afrique blanche*, Seuil, 1987, 270 p.

(5) Manifestations des lycéens noirs contre l'enseignement obligatoire de l'afrikaans, à Soweto le 16 juin 1976, puis dans tout le pays. Bilan : 600 morts environ.

lement été banni. Seules sont autorisées les célébrations religieuses : les cultes et messes prennent alors une dimension politique. Les enterrements également. En ce début mai 1989, c'est un Blanc que l'on enterre, David Webster, anthropologue de l'Université du Witwatersrand et vice président du groupe d'opposition extraparlamentaire, *Five Freedoms Forum*. Il a été assassiné à la porte de son domicile à Johannesburg alors qu'il menait une enquête sur « les escadrons de la mort », ces groupuscules qui ont assassiné plusieurs dizaines d'opposants à l'apartheid sans qu'on ait toujours pu prouver leur responsabilité. Et David Webster a peut-être été tué par ceux-là même qu'il dénonçait. Au centre de la ville de Johannesburg, l'Église anglicane Sainte Mary est trop petite pour accueillir la foule. Habillés en civil, trois membres des services de renseignements sud-africains se tiennent debout derrière l'un des piliers du balcon circulaire qui surplombe la salle. De leur place, ils embrassent toute la foule dans ses moindres détails. En face sur le même balcon, en parfait vis-à-vis, deux jeunes hommes surgissent. Encagoulés, ils déroulent une banderolle qui portent les lettres et couleurs de l'ANC, toujours interdit. Dix secondes, vingt secondes : les trois hommes se précipitent pour arrêter les deux comrades. L'escalier est encombré, le foule trop dense. Les deux portebanderolles ont eu le temps de s'enfuir et de tomber le masque.

C'est aussi par exemple dans les paroisses et sous la houlette de prêtres ou pasteurs que se créent de nombreuses associations. En 1985, par exemple, l'Association civique de Soweto ou bien encore le Comité de crise des parents sont fondés dans la petite paroisse catholique de Diepkloof. La majorité des objecteurs de conscience, Blancs qui refusent de servir dans l'armée sud-africaine, sont chrétiens mais refusent souvent d'utiliser des arguments religieux plutôt que politiques pour échapper au service militaire. Ce qui leur vaut jusqu'à plusieurs années d'emprisonnement.

Certaines organisations islamiques se sont jointes à l'UDF, les musulmans sont proportionnellement très représentés au sein des mouvements de la Conscience noire et un grand nombre d'entre eux ont manifesté en 1984 et 1985. Ce qui conduira le synode de la NGK à qualifier l'islam de fausse religion et de menace pour l'Afrique du Sud. La communauté juive, arrivée d'Europe de l'Est en Afrique du Sud au début du XX<sup>e</sup> siècle est le plus souvent conservatrice et reconnaissante au gouvernement nationaliste de la liberté religieuse qu'il lui a accordée.

Mais quelles que peuvent être les voix musulmanes et juives qui s'élèvent contre l'apartheid, celui-ci reste le conflit de deux christianités.

## Une mutation difficile

---

« *Beaucoup d'Églises ne sont pas bien équipées, explique Alan Boesak en février 1990, pour préparer leur peuple à cette Afrique du Sud qui se modifie. Il faudra que ces Églises se changent elles-mêmes avant que l'on puisse réellement parler d'une nouvelle Afrique du Sud.* » Le défi qu'ouvre la période de réformes lancées par Frederik De Klerk est ici tout entier contenu : la crise d'existence des Églises, leur lien avec la société sud-africaine et le rôle dialectique qu'elles jouent dans l'évolution de cette dernière. En cela le pasteur métis rejoint Frederik De Klerk. Le premier ne confie-t-il d'ailleurs pas que le second lui téléphone régulièrement afin de prendre son avis ?

Lors de ses vœux de Noël à la télévision, en décembre 1989, le chef de l'État appelle les leaders religieux des deux camps à donner l'exemple et à se rencontrer. De fait l'idée prendra corps, une fois ce parrainage quelque peu embarrassant écarté : les hommes d'Églises feront comprendre à Frederik De Klerk que pour que ce projet ait une chance d'aboutir, mieux vaut qu'il ne s'en mêle plus.

En novembre 1990, 285 ecclésiastiques représentant 85 dénominations, soit à peu près 20 millions de fidèles, se réunissent à Rustenburg. Cette conférence nationale des Églises est lourde de symbole. Elle rassemble les Églises ennemies, celles qui ont appuyé l'apartheid et qui se refusent toujours à le condamner et celles qui l'ont combattu. Première innovation : la double présidence (« le partenariat le plus surprenant de l'histoire de l'Afrique du Sud » titre un quotidien) de cette conférence. Albert Louw, initialement nommé par Frederik De Klerk puis confirmé par ses collègues de tous bords religieux. Âgé de 67 ans, c'est un membre de l'establishment afrikaner, donc de la NGK. A ses côtés, Frank Chikane, pasteur de la Mission apostolique de la foi, détenu à quatre reprises entre 1977 et 1990 sans procès, puis acquitté une cinquième fois en 1985 après avoir été accusé de trahison. Ce sont ces deux hommes que tout oppose, le Blanc et le Noir, qui feront le succès de la Conférence de Rustenburg dont le temps fort sera celui de la « confession » de Willie Jonker, pasteur de la NGK qui sera cependant désavoué par son Église pour avoir qualifié l'apartheid de péché. Une démarche qui ouvrira la voie à plusieurs confessions du genre dans un pays où Willem De Klerk, ancien pasteur de la NGK. et chef de file de l'opposition démocrate, regrette que son frère cadet, aux commandes de l'État sud-africain, ne fasse pas à son tour contrition auprès des Noirs pour le mal qu'a causé l'apartheid.

Le syndrome de la confession, parfois surprenant pour l'observateur étranger, est un leitmotiv pendant cette période de transition. Cette volonté cathartique explique mieux que tout autre chose

les liens du religieux et du politique dans ce pays. Le sujet revient régulièrement à la une des journaux. Un certain nombre d'hommes politiques ou de religieux font amende honorable. Mais aucune déclaration collective à caractère institutionnel ou ecclésiastique n'a encore eu lieu. Tous ceux qui étaient présents au Cap quelques temps après le lancement des réformes se souviennent de l'étrange ronde qui a pris place dans la salle de réunion de l'Hôtel Sun International. Ministres blancs et leaders politiques indiens, métis et noirs de tous bords se donnent la main sous l'égide du Révérend Jean-François Bill, numéro deux du SACC, qui les appelle au pardon réciproque.

A la différence de l'Église anglicane, l'Église méthodiste d'Afrique du Sud refuse, en octobre 1990, d'interdire à ses prêtres d'adhérer à un parti politique. La question devient très vite l'une des plus débattue au sein des Églises. La toute nouvelle inquiétude de certains chrétiens, tels par exemple les membres de l'organisation Black Sash, à l'égard de l'omniprésence de militants communistes dans les manifestations n'y est pas étrangère. *« Nous avons toujours lutté contre l'apartheid, explique une militante âgée. Aujourd'hui aucun parti n'est plus interdit mais nous sommes inquiets : certaines manifestations appelées par des organisations chrétiennes sont phagocytées par les communistes. Et cela entraîne une véritable crise de conscience. Interdits hier, les communistes étaient nos alliés objectifs. Ils ont aujourd'hui tout autant droit et parole et d'existence que nous et nos différences peuvent et doivent s'exprimer sans que nous nous sentions coupables de tirer sur une ambulance... Alors nous ne sommes plus prêts à défiler sous le même drapeau. »*

Même cri d'alarme dans la hiérarchie catholique. Celle-ci finançait le *New Nation*, hebdomadaire d'opposition dirigé par Zwelakhe Sisulu, le fils de l'un des plus vieux compagnons de lutte et de prison de Nelson Mandela. Peu après la légalisation de l'ANC et du SACP (Parti communiste sud-africain), en 1990, la Une du *New Nation* entrelace les emblèmes. Ce sera l'une des raisons qui conduira l'Église catholique à se retirer de la direction du *New Nation* même si Joe Slovo, alors secrétaire général du SACP, confirme dans ces mêmes colonnes que communisme et liberté de religion ne sont pas incompatibles.

L'évêque anglican, Trevor Huddleston, revient pour la première fois en Afrique du Sud en ce mois de mai 1991. Il a participé au fameux Congrès de Kliptown en 1955 au cours duquel fut adoptée la Charte de la liberté, texte de base de l'ANC. Rappelé en Angleterre, Huddleston est devenu président du Mouvement international anti-apartheid. Il avait fait la promesse de ne pas remettre le pied en Afrique du Sud avant que l'apartheid n'ait disparu totalement. Est-ce cela qui cause la fureur de Desmond Tutu venu à l'aéroport pour l'accueillir ? L'apartheid est ébranlé, certes mais

peu de Sud-Africains noirs considèrent qu'il est mort. Non : ce que n'accepte pas Desmond Tutu, c'est qu'Huddleston ait répondu à l'invitation de l'ANC qui tient son premier congrès national à Durban, geste éminemment politique alors que Desmond Tutu tente depuis quelques mois de dissocier le religieux du politique.

Le choix d'Alan Boesak s'inscrit en revanche dans la ligne voulue par Desmond Tutu. Le pasteur métis commence une nouvelle vie : il divorce et épouse Helena Botha, une animatrice blanche de la télévision. Mais il quitte également la robe pastorale pour entrer dans la vie politique. Suite logique d'un itinéraire qui avait fait de lui le plus politicien des religieux.

Cette mutation, ces choix collectifs ou individuels se heurtent à la confusion que connaît l'Afrique du Sud dans cette période de transition. Le réseau associatif et politique est encore extrêmement fragile, les Églises demeurent les seules entités solides, pourvues de fonds et de personnel. Le réflexe est encore naturel de se tourner vers elles pour des tâches d'organisation, de négociation ou d'intermédiaires. Certains de leurs leaders présentent une crédibilité utile : ainsi du pasteur afrikaner Beyers Naudé, transfuge de la NGK qui avait pris fait et cause pour les Noirs. Il sera l'un des membres de la délégation de l'ANC qui autour de Nelson Mandela rencontre le gouvernement pour la première fois du 2 au 4 mai 1990.

La township d'Alexandra au petit matin. Sous la tente les chaises sont toujours là mais certaines sont vides. Quinze de ceux qui les occupaient ont été tués quelques heures auparavant. Dans la nuit, un commando d'hommes encagoulés a fait irruption et a tiré sur les proches et parents venus veiller un des leurs mort. Des giclées de sang remplissent encore les bassines de nourriture, des vitres sont brisées, le désordre des maisons alentour disent la panique de la nuit... Sous la tente, le pasteur Frank Chikane est venu soutenir les rescapés et prier avec eux. Depuis sept ans, près de 7 000 personnes ont trouvé la mort, des Noirs, le plus souvent : conflits fratricides entre mouvements noirs, l'ANC et l'Inkatha, mais également assassinats professionnels commandités de haut. Difficile de démêler l'écheveau de la violence, de faire la part des responsabilités, de mener les enquêtes.

Or, avec les hommes d'affaires, les hommes d'Église apparaissent le dernier recours pour favoriser un accord de paix. Il sera signé sous leurs auspices par l'ANC, l'Inkatha et le gouvernement sud-africain, le 14 septembre 1991 : sans grand effet pourtant.

## Demain

Le ballet des BMW et des Mercedes a cessé. Invités et fidèles sont rassemblés dans l'immense et nouveau bâtiment : l'église de Silo, à Zuberkom près de Johannesburg est inaugurée ce dimanche 5 mai 1991 en la présence de Frederik De Klerk et de son épouse. Sur l'estrade, engoncé dans son trône, le Révérend Modise croise les mains en écoutant le Président sud-africain. A ses côtés plusieurs membres du gouvernement dont le ministre de la Loi et de l'Ordre, Adriaan Vlok. Maryke De Klerk s'est habillée des couleurs, blanche, rouge et bleue, des uniformes des fidèles de cette congrégation, l'Église internationale pentécôtiste, qui se prévaut de 500 000 membres. Dieu « *vous permet de prendre part à la construction de la nouvelle Afrique du Sud* » dit Frederik De Klerk. Le Président sud-africain trouve les mots qui font mouche, un langage simple, des exemples et images tirés du quotidien pour parler à cette assemblée noire, souvent illettrée et qui a trouvé un refuge dans cette congrégation, une réponse à leur crise d'identité lorsqu'ils sont venus des zones rurales pour travailler en ville. Les dons supposés de guérisseur du Révérend Modise assurent la prospérité de l'Église et ses rites tiennent du synchronisme.

Mais l'Église internationale pentécôtiste n'est que l'une des nombreuses Églises indépendantes. Ces dernières se comptent en milliers et regroupent près de 30 % de la population africaine. L'une d'elles encore plus célèbre est l'Église chrétienne de Sion (ZCC) qui avait également reçu la visite d'un chef d'État, Pieter Botha en 1985. La force de ces Églises est tout entière contenue dans leur structure très hiérarchique et autoritaire et dans les réseaux qu'elles ont formés. On s'y engage à ne pas boire ni fumer, à respecter la loi et l'ordre : une chance de plus pour trouver du travail chez les Blancs.

« *L'administration blanche a parfaitement su jouer de ces Églises. Celles-ci bénéficient d'énormes revenus. Qu'on y pense : la vente des uniformes, les garages et commerces agréés, les produits miracles, etc. Leurs dirigeants sont soutenus et conseillés par des membres de l'administration fiscale qui leur permettent de gérer leurs biens moyennant quoi les activités de ces Églises sont contrôlées. Et une véritable relation de clientélisme s'installe* » explique un sociologue.

Frederik De Klerk comme son prédécesseur Pieter Botha sait donc qu'il y a là un réservoir d'électeurs à ne pas négliger d'autant plus que l'ANC l'a souvent négligé, plus à l'aise avec les milieux syndicaux et éduqués.

Or ce qui est peut-être le pari de Frederik De Klerk tient pour grande part à l'accueil que peuvent lui réserver ces Églises indépendantes. S'il conduit bon an mal an les réformes, il n'en oublie



pas pour autant une future échéance électorale nationale. Or ces assemblées noires, corps constitués et contrôlés, pourraient lors du premier suffrage universel que connaîtrait le pays lui donner leurs voix et contrebalancer l'immense soutien des Noirs à l'ANC.

C'est dire qu'il sera toujours fait appel aux valeurs chrétiennes en raison de leur pouvoir mobilisateur. Dans son Manifeste pour la nouvelle Afrique du Sud (ouverture du Parlement le 1<sup>er</sup> février 1991), Frederik De Klerk propose d'ailleurs à tous les Sud-Africains de souscrire entre autres aux « *valeurs chrétiennes et aux normes et standards de civilisation universellement acceptées qui devront être maintenues en Afrique du Sud ainsi que la reconnaissance et protection de la liberté de foi et de culte* ».

En contrepoint, l'objectif de l'IDASA (Institut pour une alternative démocratique en Afrique du Sud) est d'inclure les communautés religieuses dans la rédaction d'une nouvelle constitution. La Conférence mondiale sur la religion et la paix, chapitre sud-africain, fut chargée de rédiger une charte sur la liberté religieuse. L'idée est de diffuser cette charte (6) rédigée par 90 représentants hindous, musulmans, juifs, chrétiens et bouddhistes puis d'ouvrir un débat afin de parvenir à un texte définitif. Et il est fort possible que ce texte qui devrait, selon ses auteurs, être inclu dans la constitution soit prêt bien avant cette dernière. Ce qui ne saurait étonner dans un pays où le religieux a souvent une longueur d'avance. Pour le meilleur ou pour le pire.

**Ariane Bonzon**  
*Journaliste*

(6) *Draft declaration on the rights and responsibilities of religious people*, WCRP-SA, PO Box 19354, Pretoria West 0117.